

Le Monde

28 septembre 2021 Tribune

Le terme “apartheid” permet de penser dans la durée l’asymétrie des relations israélo-palestiniennes

Collectif

L’emploi de cette qualification juridiquement définie peut légitimement appuyer une démarche politique appelant Israël à répondre de ses actes devant la justice internationale, estime un collectif d’universitaires et de journalistes dans une tribune au « Monde ».

Une tribune récemment publiée dans *Le Monde* ([figure à la suite de celle-ci](#)) propose de faire une mise au



point quant à l’emploi du terme « apartheid » pour « *qualifier la politique d’Israël vis-à-vis des Palestiniens* ». Cet emploi est dénoncé au prétexte qu’il constituerait un point de vue simpliste, malhonnête, voire dangereux, de la réalité. Les signataires condamnent ainsi ce qui serait une « *croisade* » contre Israël menée par des organisations (y compris les Nations unies !) et au sein des milieux universitaires. Leur principal argument est simple : la situation en Israël/Palestine serait « *extraordinairement*

complexe » et le sujet, « *compliqué et fondamentalement très mal connu* », ce qui suffirait à disqualifier d’emblée tout débat ou positionnement public en la matière. Des accusations graves sont portées contre celles et ceux qui, en recourant à ce terme, assouiraient leurs « *passions primaires* » et participeraient, « *sous le couvert de bons sentiments* », à rendre « *la haine des juifs acceptable et même impérative* ».

Ce procédé est tout aussi fallacieux que préoccupant. Plutôt que d’ouvrir le débat et d’inviter à une réflexion qui existe et s’impose déjà ailleurs dans le monde concernant le présent et l’avenir de cette région, les signataires de cette tribune espèrent encore l’empêcher en France, en nourrissant la confusion et en pratiquant l’intimidation. Ils démontrent au passage le peu d’égards qu’ils ont pour le droit international, requalifiant les territoires occupés en « *territoires disputés* » et les réfugiés palestiniens en « *exilés* » dont le retour « *signerait la fin d’Israël* ». Rejeter le socle commun d’un ordre international basé sur le droit n’est pas une opinion anodine et témoigne d’une vision belliciste du monde qu’il convient de nommer comme telle.

Cette charge n’est pas un épiphénomène. Des tribunes sont régulièrement publiées qui entendent museler le débat, des événements universitaires ou associatifs sont déprogrammés et des campagnes de sensibilisation interdites. Ces offensives liberticides n’ont d’autres visées que de réduire au silence toute analyse de la situation en Israël/Palestine qui ne soit pas conforme à une communication gouvernementale. Nous ne sommes pourtant pas résolus à accepter cette réduction du débat à l’invective. Nous souhaitons que la mise en question de l’apartheid israélien ne soit plus marginale dans les universités ou dans l’espace médiatique et politique français, non par manichéisme, mais précisément pour en sortir.

Portée universelle

Rappelons que, s'il a historiquement servi à désigner la politique raciale sud-africaine, le terme « apartheid » a ensuite été défini juridiquement pour désigner toute politique de ségrégation ou de discrimination raciales. La Convention internationale de l'ONU sur l'élimination et la répression des crimes d'apartheid de 1973 lui offre ainsi une portée universelle, en le consacrant comme crime contre l'humanité. C'est également le cas du statut de Rome constitutif de la Cour pénale internationale (CPI), entré en vigueur des années après la chute du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Son emploi peut ainsi tout à fait légitimement venir appuyer une démarche politique appelant Israël à répondre de ses actes devant la justice internationale.

Pour nous, universitaires, acteurs et actrices familiers de ce terrain, le terme « apartheid » présente un autre intérêt. Il permet de penser, dans la durée, l'asymétrie des relations israélo-palestiniennes. Cette asymétrie existe à chaque échelle, et peut s'observer dans le quotidien des Palestiniennes et Palestiniens en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et en Israël, ou encore dans l'interdiction faite aux réfugiés de rentrer ou même de circuler. C'est précisément cette réalité que décrit trop mal l'approche binaire en termes d'affrontement multiséculaire « *entre Israéliens et Palestiniens, entre Juifs et Arabes, entre Orient et Occident* » à laquelle voudraient dangereusement nous astreindre les signataires de cette tribune.

Un usage qui peut faire débat

Sans qu'il constitue pour nous un horizon absolu, le terme « apartheid » rend aussi compte d'une communauté de destin qui unit les populations palestiniennes, toutes soumises à des régimes juridiques et des pratiques politiques d'exception sur la base d'une distinction et d'une ségrégation ethnique. Il permet ainsi de mieux comprendre les soulèvements récents, de mesurer ce que l'absence de souveraineté palestinienne et la poursuite de la colonisation font, et quel type de futur se dessine pour les habitantes et les habitants de cette région.

L'application croissante de ce terme à la situation en Israël/Palestine, à la fois dans les discours politiques et savants, inquiète visiblement les autorités israéliennes et leurs soutiens en France. Il témoigne pourtant d'une transformation profonde de la façon dont les actrices et acteurs et les observatrices et observateurs perçoivent la situation contemporaine. Son usage peut certainement faire l'objet de débats, auxquels nous nous prêtons bien volontiers et que nous appelons de nos vœux. Nous nous opposons en revanche fermement aux procédés qui consistent à vouloir intervenir dans le débat public ou universitaire pour interdire et intimider celles et ceux qui étudient, pensent et s'expriment sur ces questions.

Parmi les signataires : **Inès Abdel Razek**, directrice du plaidoyer pour le Palestine Institute for Public Diplomacy ; **Hisham Abu Shahla**, doctorant en science politique, Credespo ; **Riccardo Bocco**, professeure de sociologie, IHEID, Genève ; **Véronique Bontemps**, anthropologue, CNRS/IRIS-EHESS ; **Abaher El Sakka**, professeur de sciences sociales, université de Birzeit, Palestine ; **Alain Gresh**, journaliste ; **Xavier Guignard**, politiste, Noria Research ; **Sari Hanafi**, professeur de sociologie, université américaine de Beyrouth ; **Karim Kattan**, écrivain ; **Stéphanie Latte Abdallah**, politiste et anthropologue, CNRS/CERI-Sciences Po ; **Agnès Levallois**, vice-présidente de l'iReMMo ; **Camille Mansour**, professeur émérite des universités ; **Falestin Naïli**, historienne ; **Vincent Romani**, professeur de science politique, Usqam ; **Malik Salemkour**, président de la Ligue des droits de l'homme ; **Rosemary Sayigh**, professeur émérite, université américaine de Beyrouth ; **Dominique Vidal**, historien et journaliste.

Tribune 3 septembre 2021

Antisémitisme : La question israélo-palestinienne ne doit pas être l'exutoire des passions primaires

Collectif

Plaquer sur le conflit israélo-palestinien le schéma de l'antiracisme en parlant d'apartheid, loin de faire progresser la vérité, ne fait qu'attiser la haine des juifs, dénonce un collectif de 150 intellectuels et personnalités politiques.

La situation actuelle au Proche-Orient ne résulte pas uniquement de dizaines d'années d'affrontement entre Israéliens et Palestiniens, elle se nourrit également de centaines d'années de persécutions des juifs dans les pays arabes et en Europe.



Ce conflit multiséculaire, extraordinairement complexe, aux racines à la fois historiques, religieuses, géopolitiques et diplomatiques, nourri par la corruption, l'ignorance, mais aussi la haine et la radicalité, ne peut pas être réduit à la vision binaire d'un affrontement entre les « *gentils Palestiniens* » et les « *méchants Israéliens* », sinon par des propagandistes ou des ignorants.

Or, c'est précisément à cette simplification outrancière que se livrent plusieurs organisations – nous pensons à certains rapports des

Nations unies –, des organes de presse, ainsi qu'un nombre significatif d'intellectuels et d'artistes, de figures politiques et médiatiques.

Une tribune [publiée le 6 juillet sur le site de l'Association des universitaires](#) pour le respect du droit international des Palestiniens (Aurdip), appelant à « l'élimination » et à la « répression » du « *crime d'apartheid en Palestine historique* », témoigne d'une large mobilisation « *antisioniste* » au sein des milieux universitaires. Pour qualifier la politique d'Israël envers les Palestiniens, cette tribune et d'autres appels usent du terme infamant d'« *apartheid* » associé à des expressions criminalisantes comme « *nettoyage ethnique* » ou « *crimes de guerre* », voire « *crimes contre l'humanité* ».

La cruauté, l'inhumanité, la violence paroxystique et le racisme abject que suggèrent ces accusations à forte valeur émotive sont utilisés à dessein pour faire réagir une population occidentale particulièrement sensible aux violations des droits humains et l'amener à voir en Israël un État criminel contre lequel tout humaniste qui se respecte aurait le devoir de se révolter.

Experts et militants

Les nombreux zéloteurs de ce victimisme de combat se présentent la plupart du temps comme des « experts » alors qu'ils agissent là en tant que militants. Leur croisade est d'autant plus efficace que le sujet est compliqué et fondamentalement très mal connu ; en même temps, il est si omniprésent dans les médias que tous ceux s'intéressant un tant soit peu à l'actualité internationale se sentent obligés de prendre position.

L'efficacité de ces plaidoiries doit beaucoup aux nobles principes derrière lesquels elles dissimulent la violence de leurs véritables objectifs : les « *droits humains* », la « *lutte contre les discriminations raciales, ethniques, religieuses* » (ou même « *sexuelles* » dans la tribune de l'Aurdip), la « *démocratie* », la « *justice* » et même la « *paix* » et la « *réconciliation* » ...

La démarche est habile, certes, mais il ne faut pas s'y tromper : sous le couvert de bons sentiments, il s'agit là d'une propagande étaticide, consistant à inventer le crime pour mieux tuer l'Etat au prétexte de mettre un terme à un régime d'apartheid qui n'existe pas – les Arabes israéliens bénéficient des mêmes droits que les Juifs israéliens, ont des députés à la Knesset, un juge à la Cour suprême, certains des consuls et des ambassadeurs israéliens sont arabes, des médecins et des infirmiers arabes travaillent avec des juifs dans les hôpitaux israéliens... Rien à voir avec la situation de la population noire en Afrique du Sud entre 1948 et 1991 (lire l'article de Georges Bensoussan publié dans [Tribune Juive le 2 août](#)).

L'impératif de la haine

L'exigence du droit au retour pour tous les Palestiniens « *exilés* » – qui en pratique signerait la fin d'Israël – figurant dans la tribune de l'Aurdip est, à cet égard, particulièrement éloquente. Eloquente aussi est la présentation partielle, partisane, manichéenne que les signataires de cette tribune font des récents rapports de Human Rights Watch et B'Tselem dont les conclusions sont loin d'être aussi tranchées que les leurs.

Récuser l'accusation d'apartheid ne revient pas à nier la difficulté de l'existence au quotidien des Palestiniens dans les territoires occupés (ou « disputés », selon les perspectives). Cela n'implique pas non plus de s'abstenir de toute critique contre la politique du gouvernement israélien. Mais la question israélo-palestinienne ne doit pas être l'exutoire des passions primaires ni l'instrument de procès ou règlements de comptes en Europe ou aux Etats-Unis dont les dynamiques idéologiques occidentales ignorent tout des réalités moyen-orientales.

Or, beaucoup – Hezbollah, gardiens de la révolution, antisémites de tous poils en Orient mais aussi en Occident – sont prêts à faire tuer jusqu'au dernier Palestinien pour servir leur propre agenda. A vouloir plaquer sur le conflit israélo-palestinien le schéma de l'antiracisme en parlant d'« *apartheid* » ou en détournant le slogan « Black Lives Matter », on ne fait pas progresser la vérité, on rend la haine des juifs acceptable et même impérative.

Comprendre ce qui se passe entre Israéliens et Palestiniens, entre Juifs et Arabes, entre Orient et Occident, se déterminer de manière autonome sur ces sujets exige une connaissance très large et une réflexion approfondie qu'il faut du temps et du travail pour acquérir et que cette tribune n'a pas vocation à nourrir.

Il s'agit seulement ici d'inviter le lecteur de bonne foi à prendre du recul. La cause qu'il défend n'est peut-être pas celle qu'il croit.

Parmi les signataires : **Razika Adnani**, écrivaine, philosophe et islamologue, membre du Conseil d'orientation de la fondation de l'islam de France ; **Elisabeth Badinter**, philosophe ; **Elie Barnavi**, historien ; **Belinda Cannone**, écrivaine ; **Bernard Cazeneuve**, ancien premier ministre ; **Hassen Chalghoumi**, imam de la mosquée de Drancy, président de la conférence des imams ; **Xavier Darcos**, membre de l'Académie française ; **Alain Finkielkraut**, philosophe, membre de l'Académie française ; **Liliane Kandel**, sociologue ; **Pierre Manent**, philosophe ; **Pierre Nora**, historien, membre de l'Académie française ; **Boualem Sansal**, écrivain ; **Pierre-André Taguieff**, philosophe et historien des idées ; **Caroline Valentin**, avocate et essayiste ; **Michael Walzer**, professeur émérite à l'Institute for Advanced Study de Princeton (New Jersey). La liste complète <https://sites.google.com/view/tribune-lemonde-aout2021/accueil>

J'avais brièvement commenté (*80 contributions très majoritairement opposés*) cette Tribune anhistorique : « *une colonisation de peuplement débutée dès le début du XXe siècle, amplifiée après la chute de l'empire Ottoman et avec le concours très actif de l'Angleterre, des résolutions de l'ONU non appliquées, Sabra et Chatila, l'isolement de Gaza, etc. tout cela est bien réel. Le dire et le dénoncer, serait-il faire preuve d'antisémitisme ? Je ne le pense pas et suis étonné que certaines personnalités soient signataires de cette tribune, qui, de fait, valide peu ou prou la politique israélienne à l'égard de la Palestine. Il y a des approches de cette réalité qui, à mon avis, font beaucoup plus sens, je pense en particulier au livre récent de Colum McCann : "Apeirogon" (ed. Belfond, 2020).*